

Politique financière et fiscale

Avancer ensemble

Nous luttons pour que nos impôts soient les plus simples et les plus bas d'Europe, aussi bien pour les citoyens que pour les entreprises. Ce n'est que lorsque les citoyens sont en mesure de dépenser eux-mêmes la majeure partie de leur salaire qu'ils s'engagent envers la communauté. Un système fiscal attrayant favorise l'esprit d'entreprise. L'instrument de gestion le plus important de la politique financière est le frein à l'endettement.

1. Défis externes

- › L'augmentation constante des tâches et des dépenses entraîne des augmentations d'impôts, ainsi que de nouveaux frais et taxes pour les citoyens et les entreprises.
- › Pressions internationales de l'OCDE (BEPS) et de l'UE sur le régime fiscal suisse et, par conséquent, sur la compétitivité de nos entreprises.
- › Surrèglementation et ingérence de l'Etat dans la vie privée et l'entrepreneuriat.

2. Liberté, cohésion et innovation

Liberté : la concurrence fiscale doit être maintenue afin que les contribuables puissent également marquer leur mécontentement et déménager le cas échéant. La relation spéciale de confiance entre les citoyens et l'Etat doit être préservée. La sphère privée financière de l'individu ne doit pas être compromise, indépendamment du fait de se calquer sur les normes internationales, afin de conserver l'équilibre du pays.

Cohésion : le maintien de la qualité de vie et de l'attractivité de la Suisse est l'objectif commun de nos citoyens et des entreprises. Des impôts simples et bas jouent un rôle prépondérant dans la réputation de la Suisse en tant que pays où il fait bon vivre et travailler, en particulier en ces temps incertains et difficiles, où le franc suisse est fort. De plus, seuls ceux qui peuvent dépenser pour eux la majorité de leur salaire s'intéressent et s'engagent envers la communauté. Des finances publiques saines ne pénalisent pas les générations futures.

Innovation : il faut trouver d'autres façons de structurer le régime fiscal dans le contexte actuel de pressions internationales. La réforme du système fiscal doit être ouverte à de nouvelles idées, telles que l'imposition individuelle et la simplification. La déclaration d'impôt devrait être un jeu d'enfant.

La Suisse est un modèle de réussite : la concurrence fiscale entre cantons et communes doit être maintenue. Elle les oblige à maîtriser leur politique de dépenses. La Suisse doit rester une place fiscale attrayante, c'est le seul moyen de préserver notre croissance économique, notre qualité de vie et nos emplois. Le faible niveau de la dette publique ne doit pas être augmenté par de nouvelles dépenses.

La performance doit être valorisée : ceux qui travaillent et épargnent ne doivent pas être punis. Le travail et les performances doivent être récompensés. Des impôts bas sur le revenu et la fortune représentent un signal positif.

Le PLR croit en la Suisse : notre pays est compétitif, son économie fonctionne bien et son taux d'endettement est faible. Ces avantages doivent être préservés. Dans les forums internationaux sur la fiscalité des entreprises et la concurrence fiscale, la Suisse doit se montrer sûre d'elle et défendre autant que possible ses propres spécificités.

3. Nos revendications

Une imposition simple et proportionnée pour les citoyens :

- › L'impôt sur le revenu le plus simple d'Europe.
- › Imposition individuelle pour chacun sur la base de ses propres revenus.
- › Equilibrage de la progression réelle (soit des hausses d'impôts en cas de croissance économique)
- › Pas d'impôt sur les gains en capital et pas de contraintes encore plus lourdes pour les revenus élevés et la fortune.
- › La TVA la plus simple et la plus basse d'Europe à 6%.

Impôts simples et bas pour les entreprises :

- › Réforme de l'impôt anticipé pour rendre à nouveau le financement des entreprises attractif en Suisse.
- › Suppression progressive des droits de timbre sur les fonds propres, sur les primes d'assurances et les taxes sur le chiffre d'affaires.
- › Mise en œuvre cantonale des projets AVS.

Un état simple et fort :

- › Pas de réglementation et d'intervention inutiles de l'Etat.
- › Les dépenses fédérales doivent faire l'objet d'un examen constant et systématique.
- › Frein à l'endettement dans la sécurité sociale.
- › Les excédents du budget fédéral doivent servir à réduire la dette.
- › Des réformes structurelles au lieu de mesures de relance économique à court terme.

4. Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › Adoption de la réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) par le peuple et les cantons le 19 mai 2019.
- › Introduction et maintien du frein à l'endettement malgré la résistance du centre gauche et du Conseil fédéral.
- › Projet de loi du Conseil fédéral visant à augmenter la déduction pour frais de garde d'enfants par des tiers à CHF 25'000.
- › Une plus grande souplesse dans le remboursement des impôts anticipés.
- › Rejet clair de l'impôt fédéral sur les successions.